

GREEN, Christoper J., Colin KIRKPATRICK et Victor MURINDE (dir.), *Finance and Development. Survey of Theory, Evidence and Policy*, Northampton, MA, Edward Elgar Publishing, 2005, 450 p.

Deniz Akagül

Volume 37, numéro 3, septembre 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/014249ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/014249ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Akagül, D. (2006). Compte rendu de [GREEN, Christoper J., Colin KIRKPATRICK et Victor MURINDE (dir.), *Finance and Development. Survey of Theory, Evidence and Policy*, Northampton, MA, Edward Elgar Publishing, 2005, 450 p.] *Études internationales*, 37(3), 458–460. <https://doi.org/10.7202/014249ar>

inconvenients ignorés. Aussi, une analyse coûts-avantages ferait-elle pencher la balance en faveur de la fixité, même pour les grands pays. Pour les auteurs de ce chapitre, une crise financière ou géopolitique pourrait persuader les États-Unis à abandonner leur unilatéralisme financier.

La cinquième partie traite des sujets brûlants comme la conséquence du mécanisme de restructuration de la dette souveraine suggéré par Ann Krueger de la Banque mondiale ou la clause d'action collective ou encore le concept d'un code de bonne conduite. Le FMI a certes été créé pour éviter l'expérience douloureuse de l'entre-deux-guerres caractérisée par les escalades protectionnistes et les dévaluations compétitives, mais le monde a changé font remarquer les auteurs. Il convient par voie de conséquence, soulignent-ils, de définir les nouvelles règles du jeu parmi lesquelles figure le mécanisme de restructuration de la dette souveraine. Les interventions du FMI pendant les crises posent en effet la problématique de l'aléa moral et de la sélection adverse, dans la mesure où elles récompensent les créanciers ayant pris des risques élevés et les gouvernements qui ont une gestion économique laxiste. Peut-on envisager que les États puissent déclarer leur faillite, comme le secteur privé, afin d'éviter ce type de comportements ? La question reste ouverte et promet la poursuite d'un débat intéressant.

Les deux chapitres qui composent la sixième partie se penchent sur la problématique de gouvernance mondiale dans le domaine monétaire. Le premier chapitre attire l'at-

tention sur les problèmes de légitimité et d'efficacité du FMI, pour offrir des pistes de réflexions sur les réformes à engager. Tandis que le second chapitre recense une série de problèmes comme l'effectif pléthorique du Conseil exécutif lequel est loin de représenter les réalités économiques, notamment avec une surreprésentation des pays européens, le pouvoir excessif des États-Unis au sein de l'institution, la primauté du politique sur l'économique dans les prises de décisions qui font du FMI un club de « riches ». Aussi, la mise en place d'une gouvernance mondiale susceptible d'assurer un système stable passe-t-elle par des réformes modifiant profondément le fonctionnement du FMI.

Cet ouvrage qui fournit une vision d'ensemble stimulante sur les controverses autour des perspectives futures du système financier international sera accueilli avec intérêt par les universitaires et les économistes professionnels spécialisés en économie monétaire et finances internationales.

Deniz AKAGÜL

*Faculté des Sciences économiques et sociales
Université de Lille 1, France*

Finance and Development. Survey of Theory, Evidence and Policy.

GREEN, Christopher J., Colin KIRKPATRICK et Victor MURINDE (dir.). Northampton, MA, Edward Elgar Publishing, 2005, 450 p.

Depuis les crises survenues dans les pays en développement engagés dans un processus de libéralisation financière à la suite des recommandations des principales institutions internationales (comme le Mexique et

la Turquie en 1994, les pays du Sud-Est asiatique en 1997 ou l'Argentine et la Turquie en 2001), la relation entre la finance et le développement économique constitue l'un des domaines de controverses qui alimentent les débats aussi bien dans les médias que dans les milieux académiques. La question n'est pas nouvelle pour ces derniers, dans la mesure où les relations entre la finance et le processus de développement figurent parmi les thèmes majeurs de la recherche académique depuis plusieurs décennies. Bien que l'existence d'une liaison importante entre la finance et le processus de développement recueille un large consensus, le sens de la causalité continue de nourrir les controverses. Le développement de la finance figurerait-il parmi les préalables du développement économique en général ou au contraire serait-il une conséquence de ce dernier ? Telle est la problématique centrale de cet ouvrage auquel dix-huit auteurs ont contribué, sous la direction de trois universitaires britanniques. Ils nous livrent un état des lieux des connaissances dans le domaine. Les aspects de la question qui sont abordés sont très variés, allant de l'étude macroéconomique de l'épargne dans le cadre des marchés financiers au développement des marchés boursiers et à la réglementation financière, en passant par les aspects plus spécifiques du processus de développement comme l'investissement direct étranger et l'aide au développement, la microfinance, les marchés financiers dans le milieu rural, les petites et moyennes entreprises ou la structure financière des entreprises dans les pays en voie de développement.

Organisé en deux parties, l'ouvrage traite la problématique tout d'abord dans une perspective macroéconomique, pour l'aborder ensuite du point de vue des relations qu'entretiennent les ménages et les firmes avec les institutions financières. Dans un chapitre préliminaire, les éditeurs de l'ouvrage s'interrogent sur la question de savoir comment la finance peut contribuer au processus de développement et à la réduction de la pauvreté. Après un bref aperçu de l'évolution des paradigmes qui ont marqué la littérature sur la croissance économique depuis ses origines, l'accent est mis sur les interactions entre la croissance et le développement de la finance.

Les six contributions de la première partie, qui traitent le sujet dans une perspective macroéconomique, commencent par observer que si le développement du secteur financier influence positivement l'épargne, son impact sur la croissance est soumis à certaines conditions, comme la régulation ou la supervision du système bancaire en vue de maintenir la stabilité macroéconomique. Les trois contributions suivantes étudient successivement les leçons du développement des marchés boursiers, les expériences récentes de la régulation financière dans les pays en développement et les leçons à tirer pour les pays en développement comme pour les pays développés, en matière de régulation bancaire, à la lumière des crises financières récentes. Elles attirent l'attention sur l'importance de la mise en place d'un système prudentiel crédible afin d'écartier les risques de crises brutales. Une dernière contribution qui vient clore cette pre-

mière partie s'intéresse aux questions de mesures à adopter dans le cadre du marché (politiques monétaires et de change) ou hors marché (la réglementation prudentielle des intermédiaires financiers) pour le maintien d'un « marché ordonné » afin de maîtriser la volatilité des investissements de portefeuille.

Les cinq contributions de la seconde partie regroupées sous le titre de « ménages, firmes et institutions financières » traitent des thèmes variés sous l'angle des différents acteurs. Les deux premières contributions traitent la finance et les moyens de subsistance des pauvres et s'interrogent sur la question de savoir s'il y aurait une finance pour les pauvres. Les études de cas de l'Inde, du Kenya ou du Bangladesh offrent des perspectives pour mieux comprendre le fonctionnement d'un secteur financier informel. L'importance de ce dernier est également soulignée dans les régions rurales. Enfin, les deux dernières contributions se penchent sur la situation financière des entreprises dans les pays en voie de développement. Pour les petites et moyennes entreprises, l'impact positif de la libéralisation ne va pas de soi et nécessite selon les auteurs des interventions publiques. L'étude de la structure financière des firmes dans les PVD insiste sur la diversité des résultats obtenus par les différents travaux de recherche.

Les contributions figurant dans cet ouvrage nous livrent non seulement des réflexions originales, mais aussi une synthèse de la littérature et des pistes de recherche stimulantes qui restent à explorer. Il s'agit d'un ouvrage qui s'adresse à un public

avisé ; les étudiants avancés, les doctorants ainsi que les professionnels spécialistes de la question tireront profit de ce livre axé sur une problématique qui continuera sans doute à faire couler beaucoup d'encre.

Deniz AKAGÜL

Faculté des Sciences économiques et sociales
Université de Lille 1, France

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Quand l'Amérique refait le monde.

SALAMÉ, Ghassan. Paris, Fayard,
2005, 568 p.

Près de 10 ans après la publication d'*Appel d'empire*, Ghassan Salamé poursuit sa réflexion informée sur le rôle des États-Unis dans le monde, cette fois en s'intéressant à la conception de la *grand strategy* néo-impériale américaine à l'aube de la nouvelle guerre au terrorisme international. Observateur privilégié de la scène américaine, il met ici à profit tant son expérience comme conseiller principal du secrétaire général de l'ONU que ses vastes connaissances du débat académique américain pour brosser un portrait complet de l'élaboration de la politique étrangère américaine contemporaine. Résolument volontariste, voire révolutionnaire, affichant un mépris pour un multilatéralisme jugé trop encombrant, teintée de « nationalisme robuste » et d'un sentiment marqué d'exceptionnalisme par rapport aux autres nations, l'Amérique d'aujourd'hui semble s'engager ouvertement sur la voie d'une politique néo-impériale. Ce projet n'est certes pas nouveau, l'idée hégémonique ayant déjà été évoquée par Paul Wolfowitz dans un